

# Centrale du Bugey : un scénario catastrophe où chacun joue son rôle

**Saint-Vulbas.** Les pouvoirs publics et EDF organisaient mardi un exercice national de sûreté nucléaire à la centrale du Bugey. L'objectif était de tester le dispositif d'alerte et l'organisation de crise lors d'un accident nucléaire à partir d'un scénario fictif. Le dernier événement de cette envergure sur le site remontait à mars 2009.

« Le scénario est fictif et non connu des participants. Nous n'avons défini que les objectifs. »

Face à presse, Alain Litaudon, le directeur de la centrale du Bugey joue le jeu en livrant le peu d'infos dont il dispose depuis 8 heures, lorsqu'il a été alerté par le directeur de crise. Un accident technique a mis le réacteur à l'arrêt avec perte d'eau dans le circuit de refroidissement, suivie d'une surchauffe et d'un risque de rejets radioactifs dans l'atmosphère.

Derrière la vitre surplombant le simulateur de la salle de commande de la centrale, on assiste au ballet tranquille des ingénieurs et des techniciens EDF autour des pupitres et des écrans. Registres de documentation technique à la main, ils appliquent le PUI (Plan d'urgence interne), destiné à ramener l'installation dans un état sûr et à limiter les conséquences de l'accident.

Une brèche pour



1 Le simulateur de la salle de commande reproduit l'accident. Photos L. Thevenot



2 Au poste de commandement opérationnel de la préfecture à Lagnieu avec la sous-préfète.



3 L'école de Hières-sur-Amby dans l'Isère a été évacuée sous le regard des antinucléaires.

4 Les techniciens de l'IRSN possèdent des appareils de mesure de la radioactivité.



## Les anti-nucléaires

En parallèle, on enclenche le PPI, le Plan particulier d'intervention placé sous la responsabilité du préfet. Lui est destiné à protéger les populations, les biens et l'environnement à l'extérieur du site. Le PCO, le Poste de commandement opérationnel de la préfecture installé au centre de secours des pompiers à Lagnieu, en est l'un des acteurs. La sous-préfète, Chantal Guelot, supervise ce QG éphémère où se côtoient services de secours, Samu, gendarmes, conseil général ou personnel de l'IRSN, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. « Le PCO est là pour appliquer les directives du préfet », rappelle celle qui veille au respect des consignes dans une ambiance plus proche d'un téléfilm plan-plan à la française que d'un blockbuster américain. Il faut dire que les populations ne sont pas concernées par cet exercice d'envergure, hormis les élèves de deux écoles dont celle de Saint-Vulbas, mise à l'abri le matin. « On ne peut pas tout jouer ! » lance Chantal Guelot. « On a testé l'évacuation des personnes

dans des exercices nationaux précédents, on s'est rendu compte que c'est très compliqué à mettre en place ». Une brèche dans laquelle les militants de Sortir du Nucléaire Bugey et de Greenpeace se sont engouffrés. Une dizaine d'entre eux s'est invitée en début d'après-midi devant l'école d'Hières-sur-Amby (38) où 160 enfants sont évacués en car vers Morestel, commune censée ne pas être contaminée malgré sa proximité géographique. L'opération traîne en longueur. « On dirait un départ en colo », s'étonne une maman. « Cet exercice est une farce, on est tellement loin de la réalité d'un accident nucléaire », s'indigne la présidente de SDN Bugey, Madeleine Chatard Leculier. Sa remarque n'aurait pas convaincu une coordonnatrice de l'IRSN. Munies de balises mobiles, ses équipes feignent de rechercher du césium ou d'autres joyeusetés que la centrale pourrait rejeter dans ce type de scénario. « Si on met nos masques et nos combinaisons, les gens vont paniquer en nous voyant. Mieux vaut éviter ça... ». ■

!sic

Régis Barnes

## Les communications entre les pôles de crise de l'Ain et de l'Isère au centre de l'exercice

**Crise.** En cas d'accident, la réactivité passera par une meilleure coordination entre départements.

Une ruche au sous-sol d'un bâtiment mitoyen de la préfecture burgienne. C'est au sein de cette cellule de crise nommée « centre opérationnel départemental » (COD), constituée de plusieurs bureaux, que l'on a coordonné, mardi, la gestion de l'exercice de sécurité à la centrale du Bugey, un exercice national effectué sur les 18 autres sites nucléaires français. Représentants de l'Autorité de sûreté nucléaire, d'EDF, de la direction des territoires 01, de l'Éducation nationale, des secours gendarmerie, militaire, pompiers... une trentaine de personnes, en alerte depuis 8 heures, ont pris connaissance à ce moment-là du scénario catastrophe. « Nous avons attendu jusqu'à 11 heures



■ C'est dans cette « salle opérationnelle », véritable état-major en pleine crise, que se prennent les décisions cruciales. Photo Johanna Nezi

avant de déclencher le plan d'urgence. Nous n'étions pas sûrs que la situation empire », explique Rémy Bourdu, directeur du cabinet de Laurent Touvet, le préfet coordonnateur.

Dès lors, d'audioconférences avec le pôle de crise « sur le terrain », installé à proximité de la centrale à Lagnieu, en points de situation, la journée a été rythmée par des prises de décisions telles que la mise à l'abri des populations plutôt que

leur évacuation, ou la protection des forces de l'ordre sur le site. Mais la thématique principale de l'exercice du Bugey était la communication entre les COD de l'Ain, de l'Isère (la centrale est à cheval entre les deux départements) et les instances parisiennes. « Ces améliorations seront inscrites dans le PPI (plan particulier d'intervention, autrement dit le plan d'urgence) en pleine refonte », poursuit Rémy Bourdu. ■

J.N.